**Réponse du Groupe de la Banque mondiale et du FMI au COVID-19 (Coronavirus)**

04 Mars 2020

Le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass

Réponse du Groupe de la Banque mondiale et du FMI au COVID-19

Washington, DC, États-Unis

Transcription

**M. RICE :**  Eh bien, bonjour à tous.  Et bienvenue à cette conférence de presse au nom du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale.

Nous allons parler ce matin du COVID-19, l’épidémie de coronavirus.  Il y a eu beaucoup d’activité, comme vous l’avez probablement constaté, aussi bien au FMI qu’au Groupe de la Banque mondiale.

Je suis très heureux que nous ayons avec nous ce matin, la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva.  Nous avons également avec nous le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass.

Je vais leur demander de faire quelques brèves remarques liminaires, puis nous passerons à vos questions à vous qui êtes ici dans la salle.  Nous avons également environ 50 à 60 journalistes en ligne, en particulier ailleurs dans le monde ; j’essaierai de leur donner la parole également. Et merci d’être concis en posant vos questions ; la séance de ce matin est publique.

Permettez-moi de demander à la directrice générale de parler en premier. Et puis nous nous tournerons vers le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass. Kristalina ?

**MME GEORGIEVA :**  Je vous remercie. Nous venons de terminer une conférence téléphonique avec notre organe directeur, le CMFI, le Comité monétaire et financier international, représentant nos 189 membres. Les membres se sont montrés très unis face à cette menace grave contre les peuples et l’économie mondiale ; ils ont fait preuve d’un engagement clair en faveur d’une action coordonnée.

Avant d’aller plus loin, je tiens à exprimer ma profonde sympathie à  ceux qui sont touchés dans le monde entier. Nous sommes déterminés à agir pour réduire les risques et l’impact sur les personnes.

Permettez-moi d’abord de présenter l’objectif de cet appel, la conférence téléphonique du CMFI. Premièrement, pour définir nos scénarios concernant l’impact potentiel sur l’économie mondiale dans le contexte de ce que nous savons et de ce que nous ne savons pas sur le coronavirus.

Deuxièmement, pour nous concentrer sur un cadre de réflexion sur les chocs et sur la manière dont nous, les membres, le Fonds, la Banque mondiale, d’autres organisations, pouvons soutenir de manière efficace et coordonnée les personnes touchées par cette crise.

Et troisièmement, dans cet esprit de collaboration, pour apprendre les uns des autres, en particulier des pays qui sont en première ligne de riposte à l’épidémie.

Alors, ce que nous savons. Nous savons que la maladie se propage rapidement et plus du tiers de nos membres sont directement touchés. Ce n’est plus un problème régional, c’est un problème mondial qui appelle une réponse mondiale. Nous savons que l’épidémie finira par reculer, mais nous ne savons pas encore à quelle vitesse cela se produira. Nous ne savons pas encore comment le virus réagira lorsque le traitement et le vaccin seront disponibles à grande échelle.

Nous savons que le choc est quelque peu inhabituel, car il affecte des éléments importants de l’offre et de la demande. L’approvisionnement est interrompu en raison de la morbidité et de la mortalité, mais aussi des efforts de confinement qui limitent la mobilité, et du coût élevé des activités économiques dues aux restrictions imposées aux chaînes logistiques et en raison du resserrement du crédit.

La demande diminue également en conséquence de l’incertitude élevée, des comportements de précaution accrus, des efforts de confinement et de l’augmentation des coûts financiers qui réduisent la capacité de dépenser. Et ces effets s’étendent au-delà des frontières.

Ce que nous savons de l’expérience tirée des crises similaires, c’est qu’environ un tiers des pertes économiques liées à la maladie seront des coûts directs en rapport avec les pertes de vie, les fermetures de lieux de travail et les quarantaines.

Les deux tiers restants seront indirects, reflétant un comportement de retenue de la part des consommateurs et des entreprises et un resserrement des marchés financiers, en d’autres termes, l’impact de l’incertitude.

Nous savons également que nous avons un système financier solide, beaucoup plus résilient qu’il ne l’était avant la crise financière mondiale. Cependant, ce contre quoi nous luttons, c’est l’incertitude, et cela définit nos projections qui, à ce stade, nous conduisent à affirmer que la croissance mondiale en 2020 tombera en dessous de son niveau de l’année dernière, mais il est encore difficile de prévoir jusqu’où tombera cette baisse et combien de temps durera l’impact.

Cela dépendra de l’épidémie et de la rapidité et de l’efficacité de nos actions. Et je veux me concentrer sur ces aspects. La priorité numéro un en termes de réponse budgétaire est d’assurer des dépenses de santé de première ligne pour protéger le bien-être des personnes, prendre soin des malades et ralentir la propagation du virus. Je ne saurais trop insister sur l’urgence pour les autorités de se pencher sur le financement des dépenses de santé liées aux flambées épidémiques et de les amener à égaler le montant de la fourniture des produits de protection, de traitement et de santé nécessaires.

Cela est particulièrement difficile pour les pays où les systèmes de santé sont plus faibles, où la capacité de réponse est plus limitée, et cela nécessite un mécanisme de coordination mondiale pour accélérer l’adéquation de la demande avec l’offre de ce qui est nécessaire pour assurer la riposte du système de santé. Et je peux vous dire que nous, la Banque mondiale et le FMI, nous intervenons, nous prenons notre responsabilité par rapport à ce mécanisme de coordination mondiale.

Deuxièmement, il existe des mesures de politique macro-financière pour lutter contre les chocs liés à la demande et à l’offre, que j’ai mentionnées précédemment. L’objectif devrait être de mettre l’accent sur des mesures « sans regret » qui raccourcissent la durée et atténuent l’impact économique, sont opportunes et axées sur les secteurs, les entreprises et les ménages les plus durement touchés. Et j’ai été très encouragé d’entendre lors de l’appel que les pays intensifient exactement ce type d’actions ciblées et efficaces.

Notre rôle est d’accélérer la transmission des bonnes pratiques, afin que la communauté mondiale puisse agir plus rapidement et plus efficacement. Nous sommes confrontés à un affaiblissement généralisé de la demande, et cela touche la confiance et les canaux de diffusion, notamment le commerce et le tourisme, les prix des produits de base, le resserrement des conditions financières. Une réponse politique supplémentaire s’impose pour soutenir la demande et assurer une offre de crédit adéquate.

Troisièmement, des liquidités adéquates seront également nécessaires pour compenser les risques qui pèsent sur la stabilité financière, et un certain nombre de banques centrales mettent également l’accent sur la planification d’urgence pour les situations dans lesquelles leurs agents pourraient travailler depuis leur domicile, en plus de certaines perturbations. Il est très encourageant d’entendre à quel point cela est pris au sérieux.

Donc, en bref, c’est une situation qui évolue rapidement.  Elle nécessite un degré élevé de coordination, et nous sommes déterminés à y parvenir.

Alors, permettez-moi de terminer par la façon dont le FMI peut aider, quelle sera notre réponse. Nous pouvons être une force de soutien pour nos membres à risque, ceux dont les systèmes de santé sont faibles, l’espace politique inadéquat, les exportateurs de produits de base qui sont exposés aux chocs des termes de l’échange et ceux qui sont particulièrement vulnérables aux retombées.

Et je peux vous dire que David Malpass et moi-même sommes particulièrement préoccupés par nos membres à faible revenu et les plus vulnérables.  Ces pays verraient leurs besoins financiers augmenter rapidement et les coûts humains et économiques s’accumuleraient.

Nous travaillons pour identifier la vulnérabilité la plus élevée, afin que nous puissions être prêts à intensifier les efforts, et pour cela nous avons trois sources. Premièrement, grâce à la générosité et à la mobilisation de nos membres, nous comptons sur mille milliards de dollars en termes de capacité globale de prêt.

Deuxièmement, pour les pays à faible revenu et les pays émergents à revenu intermédiaire, nous avons rapidement décaissé un financement d’urgence, jusqu’à 50 milliards de dollars, qui ne nécessite pas un programme à part entière du FMI

Et troisièmement, nous avons le Fonds fiduciaire pour le confinement et le secours en cas de catastrophe. Il fournit aux pays éligibles – ce sont les pays les plus pauvres – des subventions initiales pour alléger le service de la dette du FMI. Nous appelons nos membres à intensifier leurs efforts. Nous disposons maintenant de 200 millions de dollars, mais nous aimerions augmenter cette capacité afin de pouvoir répondre aux plus vulnérables.

Alors, permettez-moi de terminer en disant que nous sommes pleinement déterminés à soutenir nos membres, nous avons entendu leur appel aujourd’hui, ce matin ; nous avons les outils pour aider et nous coordonnons nos actions très étroitement avec les institutions partenaires. Je vous remercie.

**M. RICE :**  Merci, Madame la Directrice générale. Monsieur le Président Malpass ?

**M. MALPASS**: Je vous remercie. Et merci, Kristalina, pour la coopération, la coordination, les bonnes relations de travail. Je partage votre expression de sympathie envers les familles et les communautés qui sont affectées et seront affectées par cette tragédie et ce virus.

Vu que vous parliez du CMFI, je voudrais séparer un peu la structure de gouvernance. Hier, j’ai présenté au Conseil du Groupe de la Banque mondiale un ensemble de politiques et nous avons annoncé un montant total de 12 milliards de dollars. Ce que fait la Banque mondiale, c’est de fournir une réponse rapide et flexible, basée sur les besoins des pays en développement.

Nous ferons avancer les opérations liées au virus en mars. La vitesse est nécessaire pour sauver des vies à ce stade. Et l’ampleur de la réponse est la clé de son efficacité – elle sera plus efficace si elle est large et implique de nombreux pays qui s’efforcent de réduire la transmission des agents pathogènes.

Pour ce faire, nous fournissons une assistance technique. En outre, des biens et services qui aideront à prévenir et à limiter la transmission locale, y compris du matériel de laboratoire et des systèmes pour assurer l’identification rapide et le suivi des cas.

Des articles tels que des gants, des masques, des ventilateurs portables, ainsi que des infrastructures de santé, comme l’approvisionnement des services d’urgence, des soins cliniques, des installations de quarantaine et la construction réelle de ceux-ci.

Ces éléments font partie intégrante de l’ensemble de mesures que nous avons annoncées hier. De plus, les réunions avec l’OMS, le Groupe de la Banque mondiale et le FMI contribuent à une collaboration étroite entre nos institutions en matière de passation des marchés et d’autres questions techniques importantes.

Nous avons besoin d’un système de surveillance communautaire des maladies en temps réel, et cela est partie intégrante du train de mesures que le Groupe de la Banque mondiale a annoncées hier.

Je n’entrerai pas dans les détails avec vous, mais deux choses essentielles : c’est un montant de 12 milliards de dollars, dont six milliards de dollars de la BIRD et de l’IDA ; et cela permet d’apporter  une protection spéciale aux pays pauvres.  Et puis il y a aussi six milliards de dollars de la Société financière internationale.

Cela est essentiel parce que c’est un financement issu du secteur privé. C’est une intervention rapide qui prend la forme de financements commerciaux et de fonds de roulement, autrement dit, ce sont deux des biens les plus nécessaires dans ce domaine – des services qui peuvent être fournis pendant cette crise.

Et il peut y avoir des ressources supplémentaires en fonction des besoins. À la date d’hier, 12 pays avaient exprimé leurs besoins. Je veux également mentionner le Mécanisme de financement d’urgence en cas de pandémie (PEF), les obligations dont les gens ont parlé. Il peut fournir des ressources supplémentaires s’il est déclenché.

Ce mécanisme, ce n’est pas de l’argent provenant de la Banque mondiale, mais de l’argent provenant du PEF, et donc des marchés de capitaux. Et c’est donc une source potentielle importante de nouvelles aides.

Permettez-moi maintenant de passer à l’économie. Les problèmes de santé sont source d’incertitudes, tout comme les problèmes économiques. Nous faisons, à la Banque mondiale, en collaboration avec le FMI, une analyse approfondie des chaînes de valeur mondiales, du tourisme, des produits de base, de la baisse des prix des produits de base, ainsi que du lien avec la dette des entreprises.

Il y a un besoin évident de financement des petites entreprises et d’innovation, et cela se fait par le biais d’un financement en capital à taux variable à court terme, et ce sont précisément les instruments que la Banque mondiale utilise à cet égard. Il est important que la relance budgétaire et monétaire ne détourne pas les ressources destinées aux fonds de roulement. Nous voulons vraiment trouver des moyens de compléter et d’augmenter la disponibilité de fonds de roulement, c’est-à-dire les financements dont les sociétés ont besoin pour importer des marchandises pour reconstituer leurs stocks. C’est le financement à court terme qui est absolument nécessaire pendant une crise.

Ce que nous savons, c’est que le montant des capitaux gelés dans le monde a considérablement augmenté. Et donc, ce que nous essayons de faire du côté de la Banque mondiale, c’est de débloquer ce capital et de l’incorporer dans le fonds de roulement.

En somme, la rapidité et l’ampleur de la réponse sont cruciales pour son efficacité. C’est ce que nous nous proposons de faire. Et puis, au-delà, si nous pouvons jeter un regard sur l’avenir, il est important de travailler à accroître la résilience aux chocs, à améliorer les systèmes de santé et à effectuer des réformes structurelles axées sur la croissance au sein des économies. Et aussi construire ce système de fonds de roulement que je décrivais, afin que nous puissions nous inscrire dans un contexte de croissance plus rapide après le passage de la crise. Merci.

**M. RICE :** Merci beaucoup. Passons maintenant à vos questions, vous qui êtes ici dans la salle, s’il vous plaît. Indiquez votre nom et votre affiliation. Soyez concis dans vos questions. Et nous essaierons d’en prendre autant que possible. Commençons au premier rang ici. Oui monsieur.

**QUESTIONNEUR :** Merci beaucoup. J’ai deux questions. Premièrement, Madame la Directrice générale, vous avez mentionné quelques mises à jour sur l’économie mondiale et, auparavant, le FMI avait prédit que l’impact du coronavirus sur l’économie chinoise conduirait celle-ci à afficher une courbe de croissance en forme de V.

Et récemment, de nombreuses activités économiques ont repris en Chine. Je me demande donc s’il existe une évaluation générale du comportement économique récent en Chine.

La deuxième question s’adresse au président Malpass, qui vient de mentionner quelques réformes structurelles. En ce moment, de nombreux pays sont confrontés à cette situation de coronavirus, certains se portent relativement bien, d’autres font toujours face à des difficultés. Du point de vue du FMI et de la Banque mondiale, je me demande si cette situation épidémique a soulevé certaines vulnérabilités au niveau mondial, qui doivent être traitées à l’avenir ? Merci beaucoup.

**MME GEORGIEVA :** En ce qui concerne nos projections, nous avons malheureusement constaté au cours de la semaine dernière le passage à un scénario plus défavorable pour l’économie mondiale. Nous travaillons à la mise à jour de nos projections, et nous les présenterons dans les prochaines semaines, dans notre Mise à jour des Perspectives de l’économie mondiale. Comme je l’ai dit dans mon introduction, quel que soit le scénario, nous voyons la croissance en 2020 tomber en dessous du niveau de 2019.

Pour la Chine, les autorités ont annoncé des nouvelles encourageantes sur le redémarrage de la production. À ce stade, elles signalent un redémarrage à hauteur de 60 %, et elles s’attendent à atteindre 90 à 100 % dans les prochaines semaines. C’est une bonne nouvelle pour la Chine et une bonne nouvelle pour le monde.

Nous aimerions obtenir plus de spécificité et de compréhension de l’épidémie avant de vous présenter une évaluation. Alors, soyez patient, nous avons besoin d’un peu de temps. C’est cette incertitude de la propagation de l’épidémie au-delà de la Chine sur laquelle nous devons réfléchir attentivement.

Et pour votre deuxième question, elle s’adresse à Monsieur Malpass.

**M. MALPASS**: Plusieurs réflexions à ce sujet. En ce qui concerne les enseignements, il est bien trop tôt pour en tirer. Une chose est certaine, lors des crises précédentes, la Banque mondiale s’est impliquée et a procédé à une évaluation approfondie des outils qui ont fonctionné. Nous nous en inspirons pour formuler la réponse à la crise actuelle.  Ce que nous savons, c’est que l’information est cruciale pendant la crise, de même que les systèmes d’information ; et il y a ensuite la nécessité pour les pays de se préparer aux catastrophes, car elles ne sont pas si rares. Les pays doivent utiliser la prévention comme meilleur atout de départ.

Nous avons des pays qui sont mieux préparés à cette crise et ils sont en mesure d’y réagir plus rapidement. Et cela est essentiel pour éviter la propagation.

Je prends note en ce qui concerne les systèmes d’assainissement et de santé, et la nécessité d’appliquer une expertise mondiale à ces systèmes. Une partie de l’activité de la Banque mondiale dans les pays vise le système de santé et les systèmes d’assainissement qui sont si importants. Et nous avons le Guichet de financement des ripostes aux crises et d’autres outils spécifiques pour les catastrophes, qui entrent en jeu maintenant. L’idée clé à retenir est que nous évaluons constamment les outils et les instruments qui fonctionnent le mieux, puis nous essayons de les améliorer efficacement.

**M. RICE :**  Je vous remercie. Reuters au premier rang.

**QUESTIONNEUR :** Je comprends qu’il y a beaucoup d’incertitude et que vous ne pouvez pas nous donner de projections précises à ce stade. Mais pouvez-vous être un peu plus précis, et pouvez-vous également expliquer de quoi il s’agit précisément ; ce qui a tant suscité d’intérêt chez tout le monde dans l’ensemble de la communauté financière au cours de la semaine dernière. Je veux dire, nous avons vu beaucoup d’interventions hier, la Fed a baissé ses taux. Pouvez-vous en dire un peu plus sur la réponse monétaire ? Merci.

**MME GEORGIEVA :**  La réponse à la deuxième partie de votre question est plus simple. Il s’agit de la simple propagation géographique de l’épidémie dans le monde. Comme je l’ai dit au début, nous avons maintenant un tiers de nos membres qui a connu des cas de coronavirus. Ce sont également les connaissances supplémentaires qui ont été accumulées sur la façon dont le virus se propage. Et c’est, malheureusement, une propagation non détectée, plus qu’on ne le pensait au départ.

Ainsi, au moment où cela est devenu clair, il ne s’agissait plus seulement de la Chine, et peut-être d’un petit nombre de pays d’Asie, autour de la Chine. Ensuite, les perspectives sur ce que l’impact pourrait être ont changé. Je dois souligner que nous avons examiné différents scénarios, en indiquant clairement que si ce n’est que la Chine et si le virus y est rapidement confiné, l’impact pourrait être plus léger qu’anticipé. Cela pourrait avoir un impact en forme de V. Mais ce n’est plus le cas, d’où la réponse à votre deuxième question. Ce que nous pouvons dire avec certitude, c’est que nous, au fur et à mesure de notre concertation, nous avons convenu d’un scénario de référence qui a un impact relativement modéré, puis nous avons des scénarios plus extrêmes que nous étudions.

Malheureusement, nous sommes passés à ces scénarios plus graves ; nous voulons néanmoins évaluer soigneusement la situation avant de présenter des projections. Les deux facteurs qui détermineraient ce que nous proposerions sous peu, au cours des prochaines semaines, seraient d’en apprendre davantage sur l’épidémie et d’en apprendre davantage sur les mesures prises et leur efficacité.

**M. MALPASS**:  Merci. Puis-je ajouter une chose ?

**MME GEORGIEVA :**  Donc, désolé, juste parce que vous le faites – vous avez demandé qu’on soit précis. La meilleure spécificité que je puisse vous donner est que ce que nous évaluons maintenant, nous le faisons en allant du bas vers le haut, au niveau national : quel est l’impact ? Et comment cela s’imbrique-t-il avec nos projections ? Et je veux être très franche. Tant que nous ne connaîtrons pas la durée de cette épidémie, nous serons dans une très grande incertitude.  Le résultat positif aujourd’hui, ce matin, c’est un degré très élevé de mobilisation et de coopération. Très impressionnant. Et je suis sûre que le président Malpass aurait la même position. Les mesures qui sont mises en place, dans un certain nombre de pays, sont des mesures bien ciblées ; et elles vont être utiles pour atténuer l’impact et, espérons-le, raccourcir le durée.

**M. MALPASS**: Je voulais simplement ajouter ceci : sur le plan économique, la chaîne logistique mondiale et la reconnaissance de l’impact, puis l’importance du secteur privé à cet égard. Alors que nous préparons les mesures envisagées, les six milliards de dollars de la Société financière internationale, le guichet secteur privé de la Banque mondiale, sont importants, car ils résolvent directement certains des problèmes de chaîne logistique qui se font jour à notre avis.

Je vous remercie.

**M. RICE :**  Je vous remercie.

**QUESTIONNEUR :**  Hier, la Réserve fédérale a procédé à une baisse d’urgence des taux. Pensez-vous que cette baisse était appropriée ? Pensez-vous que cet appel a rendu les marchés plus confiants ou plus nerveux ? Je vous remercie.

**MME GEORGIEVA :** Ce qu’il importe de reconnaître, c’est que les banques centrales se concertent étroitement les unes avec les autres, et le degré de coordination s’est intensifié au cours des derniers jours à travers le monde. Nous avons besoin de mesures qui apportent un sentiment de confiance et, dans ce contexte, les différentes banques centrales agiraient différemment car elles ont un espace différent et des priorités différentes à cet égard. Nous tenons à ce qu’une attention soit accordée à la stabilité financière, alors que, pour le moment, le système financier est en bonne forme ; et je tiens à souligner, encore une fois, que beaucoup a été fait, depuis la crise financière, pour nous donner une meilleure assise aujourd’hui.

Nous devons anticiper les risques, et l’un de ces risques concernerait l’accès au crédit, pas encore de manière démontrable, mais nous devons y penser. Pendant l’appel d’aujourd’hui, il y avait un message très important qui venait d’un de nos membres : au cours des périodes d’incertitude, il vaut mieux se pencher en avant, mieux vaut faire plus que ne pas en faire assez, et cela s’applique aux systèmes de santé et aux mesures politiques.

**M. MALPASS**: et aux fonds de roulement aussi.  Donc je –

**MME GEORGIEVA :**  Et à notre – oui –

**M. MALPASS :** – je souligne –

**MME GEORGIEVA :** – et David le soulignera. Oui, David.

**M. MALPASS**: Le besoin de crédit, comme vous l’avez dit, et la disponibilité de ce crédit pour les besoins actuels de croissance à court terme.

**M. RICE :**  Je vous remercie.

**QUESTIONNEUR :**  Bonjour. Je voulais interroger la directrice générale sur le... vous avez mentionné qu’il y avait un certain degré d’imprévisibilité, en termes de niveaux exacts de croissance mondiale, concernant notamment la révision des perspectives économiques. Sommes-nous en danger de voir... la possibilité d’une contraction mondiale est-elle l’un des scénarios à l’étude ? Et pouvez-vous parler un peu, M. le Président et Madame la Directrice générale, du processus de réflexion autour du CMFI et des réunions du Comité du développement ? Nous comprenons le format de la réunion virtuelle envisagé pour les réunions conjointes, mais qu’en est-il de la réflexion qui sous-tend ce qu’il y a lieu de faire de ces deux organes particuliers ? Je vous remercie.

**MME GEORGIEVA :** Merci pour la question. Au risque de me répéter plusieurs fois, je tiens à souligner qu’à ce stade, ce que nous pouvons dire avec certitude, c’est que la croissance, cette année, tombera en dessous du niveau de l’année dernière, et il nous faudra évaluer soigneusement la situation suivant une démarche ascendante, en partant de l’analyse des données pays par pays. Et, bien sûr, au niveau mondial, en collaboration avec la Banque mondiale. Quels sont ces scénarios à présenter au public ?

Encore une fois, au risque de me répéter, c’est la durée de l’épidémie qu’il est difficile de prévoir en ce moment ; et c’est aussi que nous sommes au début de l’application des mesures. Nous verrons dans la pratique l’efficacité de ces mesures au fil du temps. Je crois qu’il y a un degré élevé de coopération qui est, dans un moment comme celui-ci, absolument nécessaire, et cela nous aidera à mieux traverser cette crise.

**M. MALPASS**:  Je vais  –

**MME GEORGIEVA :**Nous reparlerons. Nous y arriverons –

**M. MALPASS**:  Je répondrai à la question sur les réunions virtuelles. Avec une croissance inférieure à l’an dernier, rappelons-le, la croissance mondiale était déjà lente. Cela fait peser un fardeau particulier sur les pays en développement, sur les pays pauvres, et nous en discuterons lors de la réunion du Comité du développement, qui a lieu en avril. Et je m’attends à ce que ce soit une réunion virtuelle, c’est-à-dire que plutôt que les gens se réunissent à Washington, il y aura de l’audiovisuel ; et la Banque a des capacités substantielles en la matière. Je pense que nous aurons une réunion utile du Comité du développement dans ce scénario.

Mais un point clé est que si la croissance est plus lente, partant d’un niveau déjà lent, cela fait peser un lourd fardeau, et je pense qu’il incombe aux uns et aux autres d’éviter des mesures qui auraient pour effet d’éloigner le crédit des fonds de roulement qui en ont tellement besoin.

C’est donc un critère clé de décision et de réflexion sur les mesures.

**M. RICE :** À droite.

**MME GEORGIEVA :** Puis-je simplement ajouter quelque chose sur la réunion virtuelle ? Deux points : un, ce matin, nous avons fait un essai, et ce fut une réunion très efficace. Nous avons fait tout le travail du Comité. Deuxièmement, alors que nous progressons dans la planification des réunions, nous allons également avoir d’autres discussions ciblées. Donc, je ne veux pas que quiconque ait l’impression que nous abandonnons le programme que nous avions pour avril. Nous allons juste en changer les modalités et le format. Et, pour ceux d’entre nous qui se soucient de la lutte contre le changement climatique, nous allons avoir une empreinte carbone moindre ce printemps. Événement malheureux, mais avec ceci comme avantage.

**M. RICE :**  Je vous remercie. Permettez-moi de donner la parole à la dame au deuxième rang. Oui madame ?

**QUESTIONNEUR :** Merci beaucoup, Gerry. Ma première question est la suivante : la Fed a abaissé son taux d’intérêt de 0,5 % hier, et nous pensons – de même que le marché –  que ce n’est pas suffisant. Recommandez-vous aux États-Unis de baisser davantage les taux d’intérêt ou d’en faire plus ? Une relance budgétaire par exemple ? Et, deuxièmement, pour les pays qui n’ont pas beaucoup d’espace de politique monétaire, pensez-vous qu’il soit temps pour eux de procéder, vous savez, à une relance budgétaire ? Merci.

**MME GEORGIEVA :** Comme je l’ai dit dans mes remarques liminaires, nous accordons la priorité aux mesures macro-budgétaires, d’abord et avant tout aux vulnérabilités du système de santé. En d’autres termes, nous disons aux ministres des Finances de charger les autorités sanitaires de financer d’urgence les mesures essentielles à la sécurité des personnes ; les gens d’abord, et cela signifie des masques, des installations pour le confinement, si cela est nécessaire. Comme l’a dit M. Malpass, il faut que le personnel médical dispose d’appareils respiratoires et d’équipement de protection pour pouvoir faire son travail. Il s’agit d’une politique « sans regret », une très bonne mesure. Notre objectif principal serait de nous assurer que, au fur et à mesure que nos institutions et nos pays financent eux-mêmes l’achat de ces biens, ceux-ci sont effectivement produits et disponibles. Et c’est ce que j’ai dit au début au sujet du mécanisme de coordination mondiale de la demande qui, bien sûr, augmente ; elle doit être satisfaite de manière appropriée par l’augmentation de la production, la réaffectation des installations de production, si nécessaire. Pour que nous puissions dire que l’argent est là, il faut le montrer dès que possible.

Et la deuxième série de mesures budgétaires que nous recommandons a trait aux mesures adéquatement ciblées pour faire face aux chocs liés à l’offre et à la demande. Différents pays mettent en place des mesures de ce type. Elles ont trait au financement des dépenses de protection sociale : s’assurer que les gens, qui restent à la maison parce que les écoles sont fermées, peuvent percevoir un revenu pour soutenir leurs familles ; que les petites et moyennes entreprises ont accès au crédit ; que le service de la dette est temporairement restructuré – de quelques mois – en particulier pour les entreprises des secteurs concernés, des zones physiques et géographiques les plus touchées. Il est très important de le faire. M. Malpass le dira – il nous faut les fonds de roulement. Nous recommandons donc ces mesures très fermement.

**M. MALPASS**: Oui, et nous devons nous assurer que les actions de la banque centrale ne détournent pas des fonds de roulement de ce besoin très urgent.

Mais je voulais aborder la question – vous avez formulé la question en termes de relance budgétaire et monétaire, et je veux ajouter à cela la relance réglementaire et la réforme structurelle. L’une des choses les plus puissantes que les pays peuvent faire, presque partout dans le monde, est de prendre des mesures concrètes pour améliorer leurs politiques, afin que le rythme de croissance potentiel de leur pays soit plus rapide. Plutôt que de réfléchir en termes de relance temporaire, il faut réfléchir en termes d’investissement que le monde fait dans la croissance.

C’est ce que font certains pays maintenant, et nous encourageons davantage de pays à mettre en œuvre les importantes réformes structurelles et réglementaires qui favorisent une offre plus importante.

Merci.

**M. RICE :** Je vous remercie. Je veux aller en ligne et répondre à quelques questions parce que nous avons beaucoup de journalistes en ligne, et je veux aller dans d’autres parties du monde. La première question s’adresse à la fois à la Directrice générale Georgieva et au Président Malpass, et elle concerne l’Afrique. Quel soutien les pays africains, en particulier en Afrique subsaharienne, peuvent-ils attendre du FMI et de la Banque mondiale pour contrer l’impact sanitaire et économique du coronavirus ?

**MME GEORGIEVA :** Nous avons effectué une évaluation rapide des pays les plus à risque en raison de la combinaison de quatre facteurs : la faiblesse des systèmes de santé, l’exposition aux chocs des prix parce que l’économie du pays repose sur l’exportation de produits de base, la vulnérabilité due aux incidences dommageables découlant d’autres pays et des recettes publiques insuffisantes. Il est malheureusement clair d’après cette analyse que l’Afrique subsaharienne est une zone d’intervention particulièrement importante. Nous avons jusqu’à 10 milliards de dollars de disponibles pour que les pays à faible revenu profitent de taux d’intérêt nuls et, évidemment, nous procéderons par ordre de priorité, en ciblant en particulier les pays africains qui ont déjà été confrontés à des difficultés. Certains d’entre eux sont aujourd’hui des pays qui ont un programme avec le Fonds, et nous avons un fonds fiduciaire qui permet aux pays à faible revenu d’acquitter leurs obligations envers le FMI. Ils peuvent donc utiliser cet espace budgétaire pour financer des investissements prioritaires.

**M. MALPASS**: La Banque mondiale dispose de ressources au titre d’IDA-18 et IDA-19, qui sont des fonds très importants pleinement opérationnels pour les pays pauvres ; et l’une des choses que nous faisons grâce au train de mesures que j’ai annoncées hier, c’est d’accélérer la reprogrammation de cette aide pour répondre à la crise actuelle.

L’aide est basée sur les besoins des pays eux-mêmes et s’inscrit également dans le cadre de réformes ou d’améliorations des systèmes que les pays mettent en place pour répondre à leurs besoins de santé actuels ou envisager de nouveaux systèmes. Donc, il y a un financement substantiel disponible, et nous accélérons ce processus, grâce aux annonces d’hier.

**M. RICE :** Merci encore. Une question pour les deux principes. Nous passons au Moyen-Orient. Quel impact le coronavirus pourrait-il avoir sur vos projections pour les pays producteurs de pétrole du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ?

**MME GEORGIEVA :**  Nous reconnaissons que les pays producteurs de pétrole ont déjà été touchés en raison de la baisse de la demande de pétrole et des prix du pétrole. Les prix du pétrole brut ont déjà chuté de plus de 15 % depuis le début de l’année, ce qui se traduit par une perte de revenus de quelque 10 milliards de dollars pour les principaux exportateurs de pétrole. Ce que nous examinons, c’est ce que cela signifierait, en termes d’impact sur la croissance. La plupart des pays ont une marge de manœuvre budgétaire, et c’est le moment indiqué pour l’utiliser, et nous recommandons à tout le monde de se concentrer également sur la priorité des dépenses de santé.

Comme pour le reste du monde, nous présenterons nos projections plus détaillées, une fois que nous pourrons régler la question de l’incertitude ambiante, mais, évidemment, la croissance serait inférieure à notre scénario de référence antérieur.

**M. RICE :**  D’accord. Il y a une autre question : au FMI ; vous avez indiqué que la croissance de la Chine serait inférieure de 0,4 point de pourcentage cette année. Est-ce toujours valable, et qu’en est-il du Japon et de l’Europe ? Je suppose que les perspectives de croissance, encore une fois, sont une question en rapport avec les deux principes.

**MME GEORGIEVA :** Eh bien, en ce qui concerne notre projection précédente de l’impact du coronavirus sur la Chine, on a une baisse de 6 % à 5,6 % de croissance ; c’était notre scénario de référence, avec deux hypothèses très importantes : la crise se limite à la Chine et ne se propage pas dans le monde entier et elle est totalement confinée. Ces deux hypothèses ne se sont pas confirmées. Nous avons vu, la semaine dernière, que notre scénario de référence n’est plus valable. Nous avons examiné des scénarios défavorables, y compris pour la Chine, dans lesquels l’impact sur la croissance pour la Chine est plus important. Les autorités chinoises reconnaissent elles-mêmes que la croissance sera plus faible cette année. Nous allons, encore une fois, nous devrons travailler sur les chiffres, mais il est très regrettable que je doive dire que le scénario de référence ne tient plus.

**M. MALPASS**: J’ajouterai simplement que les informations nous parviennent et que nous évaluons et nous surveillons la situation de la croissance. Mais je voulais mentionner que le secteur privé est tourné vers l’avenir et, par conséquent, ce qui est important dans la croissance, c’est ce que les gens du monde entier pensent qu’il en résultera. C’est... vous pouvez considérer cela comme de la confiance, mais c’est aussi le fonds de roulement. Ce sont aussi les réformes structurelles et les réformes réglementaires, que j’ai mentionnées.

Il y aura une réponse dynamique de la population mondiale, basée sur ce qu’elle perçoit comme étant les actions que nous menons ; et la coordination que nous faisons, je pense, est destinée à montrer l’intention du FMI et de la Banque mondiale à ce sujet. Et nous avons vu la déclaration du G-7. Je pense que tout cela ajoute à la possibilité que le secteur privé commence à penser aux investissements futurs, alors même que nous en apprenons davantage sur l’ampleur de la crise.

**MME GEORGIEVA :** Si je peux faire valoir un point très important, et nous savons, par expérience antérieure sur ce type d’épidémies, qu’elles finissent par reculer et qu’il y a, à terme, un traitement, un vaccin, des mesures qui protègent le monde… Ce qui est extrêmement important, aujourd’hui, c’est de se concentrer sur le lien à établir entre là où nous sommes et le moment où nous assisterons à une reprise, pour nous assurer que l’impact, entre-temps, est atténué, d’abord et avant tout, sur les personnes, mais aussi, bien sûr, sur les entreprises et l’économie. Et c’est pourquoi j’appelle instamment l’attention à se concentrer sur une intervention coordonnée et efficace.

**M. RICE :**  Je vous remercie. Je vais en faire la dernière réponse, mais je voulais aussi donner au président Malpass une chance.

**M. MALPASS**: Je pense que c’est une bonne conclusion. D’accord ! Merci. Merci à tous, pour votre intérêt, pour votre présence. Et merci, Kristalina, pour le leadership et la coordination au sein du CMFI ce matin. Nous nous concentrerons, à la Banque mondiale, sur la poursuite des opérations au cours des deux prochaines semaines – peut-être trois semaines – pour réagir promptement aux besoins immédiats des pays, alors que nous y travaillons ensemble.

Merci.

**MME GEORGIEVA :** Je vous remercie.

**M. RICE :** Merci Monsieur le Président Malpass. Merci, Madame la Directrice générale Georgieva. Merci à vous tous d’être venus aujourd’hui et à nos nombreux amis qui sont en ligne aujourd’hui, je vous contacterai dans les prochains jours.

Merci beaucoup.

*Cette transcription a été modifiée pour plus de clarté.*